

# Le Monde CAMPUS

CAHIER DU « MONDE » N°23387 DATÉ JEUDI 19 MARS 2020  
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

## DÉBUT DE CARRIÈRE LES DESSOUS DE LA ROBE

Si la profession ne souffre d'aucune crise de vocation, la dure réalité du travail en cabinet pousse un quart des jeunes avocats à quitter le barreau après moins de dix ans d'exercice

PAGE 4

## ÉTUDES DE DROIT

# LE CODE A CHANGÉ

Plus compétitives à l'entrée, plus différenciées : les études de droit, qui restent très attractives auprès des lycéens, évoluent. Débouché naturel de cette filière, le métier d'avocat réserve parfois aux jeunes diplômés des débuts difficiles

PAGES 2-5

Dans le hall de l'université Paris-II-Panthéon-Assas. UNIVERSITÉ PARIS-II-PANTHÉON-ASSAS



### Vie étudiante LE SEXTING, NOUVELLE PRATIQUE INTIME

Les textos et photos à caractère sexuel, ou la vie amoureuse du XXI<sup>e</sup> siècle

PAGE 6

ISABEL ESPANOL



### Formations L'IMAGE NUMÉRIQUE EN PLEIN ESSOR

De nouvelles écoles ouvrent, comme à Tourcoing

PAGE 7

PLAINE IMAGES



### J'avais 20 ans ÉMILIE SIMON

La chanteuse et compositrice raconte comment elle a suivi sa passion et décidé de suivre des études de musicologie

PAGE 8

CHRIS LOWELL



Dans le patio du centre Assas, en février. UNIVERSITÉ PARIS-II-PANTHÉON-ASSAS

## LA FILIÈRE STAR DE PARCOURSUP

Malgré une première année à l'université souvent difficile, les vœux sur la plate-forme témoignent d'un intérêt non démenti pour la licence de droit, cursus généraliste incontournable

**A**lors que les lycéens ont bouclé ce jeudi 12 mars leurs vœux sur Parcoursup, la licence de droit remportera-t-elle encore une fois la palme de la formation universitaire la plus demandée sur la plate-forme? L'année dernière, elle a cumulé plus de 256 000 vœux – seules les écoles d'infirmiers dépassent ce chiffre. La licence de droit jouit d'une popularité sans faille. A la rentrée 2019, elle était la seule filière universitaire qui voyait le nombre de nouveaux bacheliers augmenter, selon des données du ministère de l'enseignement supérieur de novembre.

Si l'engouement n'est pas nouveau, il s'est encore accentué depuis 2017. Pour l'année 2018-2019, on a compté 7 000 candidatures dans les universités de Montpellier ou Bordeaux pour, respectivement, 1200 et 1460 places; 2800 candidatures pour 490 places à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ)...

Les licences de droit font ainsi partie des filières « en tension » sur Parcoursup. Cela ne signifie pas que toutes sélectionnent à l'entrée. Les situations varient d'une université à une autre. « Dans la grande majorité des facs de droit, le nombre d'étudiants qui, in fine, valident leur choix reste inférieur aux capacités d'accueil. Il n'y a donc pas de réelle sélection », assure Jean-Christophe Saint-Pau, doyen de la faculté de droit et science politique de l'université de Bordeaux.

En revanche, l'accès est plus restreint dans les universités parisiennes les plus convoitées. C'est le cas à Paris-I, qui a cumulé l'année dernière près de 18 000 vœux pour 760 places, et doit alors sélectionner les lycéens qui rejoignent sa première année de licence. Dans cette université, Parcoursup a

ainsi transformé le profil des admis. « Avant Parcoursup, l'amphi comptait 10 % à 15 % de mentions bien et très bien. Nous sommes maintenant à plus de 50 % », note François Améli, le directeur du département licence de droit de l'université Panthéon-Sorbonne. Résultat : le taux d'étudiants admis en deuxième année est passé de 50 % à 60 %. Les origines géographiques des étudiants se sont diversifiées. Mais on ne compte quasiment plus de bacheliers technologiques ou professionnels.

### DOUBLE LICENCE

Comment expliquer ce succès? La licence de droit est tout d'abord l'une des rares à pouvoir attirer des bacheliers de toutes les filières de bac général. Quand on interroge des étudiants sur leurs motivations, une phrase revient toujours : « Ne pas se fermer de portes. » « Le droit permet d'acquérir une rigueur de travail et une base de connaissances. Soit on s'y attache, soit il ouvre la voie à beaucoup de réorientations », estime Sarah, en première année à l'université Paris-Descartes, qui envisage de bifurquer en école de commerce l'année prochaine. « C'est la filière généraliste par excellence », évoque Luca Wiemann, en deuxième année de licence à l'université Panthéon-Assas, rencontré à la sortie d'un cours de droit civil. « Cela permet de comprendre le monde qui nous entoure », complète Alistair Ord, l'un de ses camarades.

Ce sont aussi des études qui « rassurent les parents », concède Dominique Messineo, directeur de l'antenne droit de l'université d'Orléans à Bourges. « Si le droit plaît, c'est que ce sont des études utiles, avec une large palette de débouchés. Et puis l'attrait de la nouveauté pour cette discipline inconnue des lycéens n'est pas à négliger. » Tout comme

l'influence des séries télé qui, de *Suits* à *The Good Wife*, mettent en scène des avocats.

Pour attirer les meilleurs bacheliers, de plus en plus de facultés développent, depuis une quinzaine d'années, des cursus sélectifs en parallèle de leur licence générale de droit. Sur Parcoursup, près de 200 licences de droit à parcours international ou doubles licences droit et autre discipline sont recensées. « Les parents sont très friands de ce type de formation », reconnaît Marie-Emma Boursier, la doyenne de l'UVSQ, qui compte une double licence droit-anglais et une licence parcours international. Chaque cursus compte 8 à 10 candidatures pour une place.

La fac dispose aussi de son « collège de droit » depuis quatre ans, comme une dizaine d'autres universités en France. Cette formation d'excellence, dont les modalités varient selon les établissements, a pour objectif de muscler la licence de droit avec des cours supplémentaires, des conférences et des stages. « Il s'agit de nourrir les étudiants qui ont déjà un bon niveau avec des matières transversales comme l'histoire du droit ou la philosophie, un travail approfondi sur l'éloquence et des mises en situation », explique Marie-Emma Boursier. Pour son homologue de la faculté de Bordeaux, Jean-Christophe Saint-Pau, ces différents cursus sélectifs mènent au droit « des bacheliers mention très bien, des personnes attirées par les langues ou une double compétence, et qui ne viendraient pas forcément dans la licence générale ». Une façon de concurrencer les grandes écoles à moindre coût. Les étudiants de ces filières sélectives suivent le plus souvent les cours magistraux en commun avec les autres étudiants de licence et forment un groupe de travaux dirigés spécifique.

Qu'elle soit sélective ou non, la première année de licence de droit s'apparente à un choc pour beaucoup d'étudiants. Aujourd'hui en deuxième année de licence à Paris-II, Alistair, Clément, Luca et Bertille en plaisantent. « La première année, c'est Hunger Games. On se demande qui va survivre », ironise Luca. Même à Assas, les amphithéâtres se vident au bout de quelques semaines. « C'est pas gagné! », confie pour sa part Zoé Perochon-de-Jamétel, en première année de

droit européen à l'université Paris-Est-Créteil. Il faut appliquer une méthodologie stricte qu'on n'a pas au lycée, le rythme est différent, et nous ne sommes pas guidés sur ce qu'on attend de nous. » Selon les statistiques ministérielles, 42 % des première année de licence de droit et science politique passent en deuxième année, 34 % redoublent, 21 % quittent l'université et 2 % se réorientent. Des chiffres similaires à ceux d'autres licences. En deuxième année, les effectifs sont le plus souvent divisés par deux.

### ENSEIGNEMENT OPTIONNEL

Ce cap ardu, les doyens l'assument. « Il est difficile de lutter contre l'échec en première année. Les étudiants ne savent pas ce que sont les études de droit avant d'y entrer », estime Guylain Clamour, doyen de la faculté de droit de l'université de Montpellier. Plusieurs dispositifs tentent d'éviter « la casse » : questionnaire d'autoévaluation à remplir obligatoirement pour valider ses vœux sur Parcoursup, MOOC, la plate-forme Decid!, qui accompagne les lycéens dans leurs premiers pas d'étudiants en droit... L'enseignement optionnel « droit et grands enjeux du monde contemporain », proposé aujourd'hui aux terminales L et l'année prochaine à l'ensemble des terminales générales, pourra-t-il permettre aux jeunes de mieux appréhender cette matière? Certains sont sceptiques. Pour Bruno Dondero, enseignant à Paris, qui propose une partie de ses cours sur Facebook, il faut aller au-delà et réfléchir à une évolution pédagogique des contenus de licence : « Les études de droit sont trop longtemps très académiques. On devrait dès les premières années mettre en application les savoirs. »

A l'université de Strasbourg, Louis Landreau a jeté l'éponge au bout d'un an. Il s'est réorienté vers des études d'anglais. Aujourd'hui en troisième année de licence, il ne regrette pas son expérience. « Apprendre par cœur, ce n'était pas mon truc. Mais le droit m'a donné des méthodes de travail et j'ai emmagasiné un maximum de connaissances sur le fonctionnement des institutions, qui vont m'aider dans mon projet de devenir journaliste. Passer par la fac de droit n'est jamais du temps perdu. » ●

SYLVIE LECHERBONNIER

« L'ATTRAIT DE LA NOUVEAUTÉ POUR CETTE DISCIPLINE INCONNUE DES LYCÉENS N'EST PAS À NÉGLIGER »

DOMINIQUE MESSINEO directeur de l'antenne droit de l'université d'Orléans à Bourges

# Le droit de l'environnement, matière vivante

Cette spécialité, qui infuse dans tous les secteurs, séduit étudiants et professionnels

Une seule réponse, comme un leitmotiv, vient à la bouche des étudiants en master de droit de l'environnement, quand on les interroge sur leurs motivations : « Je veux protéger. » Enfants spirituels d'une Erin Brockovich qui aurait croisé Robert Bilott, l'avocat joué par Marc Ruffalo dans *Dark Waters* (en salles), ils se voient défenseurs d'une nature muette. Leur meilleure arme : le droit. Alors, ils l'aiguisent.

Dans une salle de cours de l'université de Paris-II Panthéon-Assas, des dizaines de mains courent sur les claviers pour absorber le débit rapide de François-Guy Trébulle, codirecteur du master de droit de l'environnement commun à Paris-I et Paris-II. Doctement, le professeur rappelle la décision rendue le 31 janvier par le Conseil constitutionnel : « Le législateur est fondé à tenir compte des effets que les activités exercées en France peuvent porter à l'environnement à l'étranger. » Un revers pour les fabricants de produits phytosanitaires, mais une ligne de défense pour les jeunes juristes qui prennent note.

Spécialiste du droit du travail, avocate au barreau de Québec (Canada), Camille Guay-Bilodeau fait partie des étudiants. Elle a quitté un temps les prétoires pour acquérir de nouvelles compétences. « Depuis longtemps, la défense de l'environnement est au cœur de mes préoccupations », confie la jeune femme.

« Je veux faire un métier qui me permette de mettre en œuvre mon engagement », déclare également Mathilde Kowal, 25 ans, étudiante en master 2 à Pa-

ris-Saclay. Allier une carrière à un engagement personnel est l'objectif de la plupart de ces apprentis juristes qui font le choix de cette spécialité. Ils sont de plus en plus nombreux. « La politique environnementale est au centre des préoccupations de nombreux étudiants », observe Julien Bétaille, maître de conférences à l'université Toulouse-I-Capitole. C'est pour y répondre qu'il a créé, à la rentrée 2018, un master 2 de droit de l'environnement.

Pour intégrer ces cursus, les étudiants se bousculent : à l'université de Limoges, ils étaient, en 2019, 150 à candidater pour seulement une vingtaine de places en master 2. Ils sont environ 200 postulants en moyenne à Paris-Saclay pour une cohorte de 20 à 25 étudiants. A Strasbourg, ce sont 320 étudiants qui ont tenté, en 2019, d'intégrer le master droit de l'environnement et de l'urbanisme, pour seulement 20 places. Depuis dix ans, le nombre de candidatures « augmente régulièrement », observe

**« LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE EST AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS DE NOMBREUX ÉTUDIANTS »**

**JULIEN BÉTAILLE**  
maître de conférences à l'université Toulouse-I-Capitole

Marie-Pierre Camproux-Duffrène, responsable du master alsacien.

Ces formations ne les préparent pas à devenir des hyperspécialistes. Au contraire. « Il faut qu'ils soient solides sur le droit des contrats, le droit international privé, le droit de l'urbanisme... », liste M<sup>me</sup> Camproux-Duffrène. Et puis il faut des « compétences en procédures, en contentieux administratifs », poursuit François-Guy Trébulle. *Nous ne pouvons pas ignorer le droit européen qui est la matrice du droit de l'environnement. Les étudiants doivent s'approprier des matières qui sont communautaires comme le droit des déchets, le droit de l'eau... »* Dans le domaine de l'environnement, « le droit européen est plus protecteur que le droit français », ajoute Emilie Chevalier, responsable du master de l'université de Limoges. « Il peut être mobilisé pour contester des décisions nationales », souligne-t-elle.

## DEUX MONDES, UNE LANGUE

Loin d'être un secteur de niche, le droit de l'environnement infuse dans l'ensemble des politiques publiques. « Il est une matière rayonnante et incontournable. Notre rôle est de sensibiliser les étudiants à un savoir technique complet, afin qu'ils puissent l'exporter dans d'autres champs disciplinaires : droit de l'urbanisme, des marchés publics, de la santé, de la sécurité alimentaire, de la coopération internationale », poursuit Laurent Fonbaustier, responsable du master de Paris-Saclay. De cette matière vivante qu'ils acquièrent, les futurs juristes façonneront les réponses que réclameront leurs employeurs.

## « NOUS NE FORMONS PAS DES MILITANTS, MAIS DES TECHNICIENS DU DROIT »

**FRANÇOIS-GUY TRÉBULLE**  
codirecteur du master de droit de l'environnement commun à Paris-I et Paris-II

Une fois son master en poche, Marie Anderco souhaite passer le barreau, devenir avocate, et « travailler dans l'associatif ou dans la protection de la biodiversité ». Si ce plan de début de carrière est largement partagé par ses camarades présents sur les bancs des universités, la réalité du marché du travail diffère. Selon une étude sur les promotions des masters en droit de l'environnement de l'université de Strasbourg, de 2000 à 2015, d'Albéric Biglia, si les associations et ONG accueillent en stage 25% des étudiants, ce sont bien les entreprises privées et les cabinets d'avocats qui offrent le plus de premiers emplois (43%), alors que la part des associations glisse à 16%.

Cabinets d'avocats, bureaux d'études, PME et grands groupes reconnaissent leur appétence pour ces profils. « Les entreprises veulent des gens formés à cette spécialité, mais pas seulement », rappelle Arnaud Gossement, avocat et patron du cabinet homonyme. Les juristes de l'environnement doivent en effet ajouter à leur arc de nombreuses cordes de compétences. Ils vont traiter des problèmes

liés à des écosystèmes, à la pollution des sols et de l'eau, des problèmes de santé pour lesquels il leur faut développer des compétences techniques et scientifiques. « Il ne faut pas un simple vernis, avertit Laurent Fonbaustier, mais une véritable compréhension des raisonnements scientifiques », et faire cohabiter dans une même langue deux mondes : celui de la science et celui du droit.

Leur savoir-faire juridique peut trouver sa place dans différents univers. Des entreprises, comme Total, sont ainsi en quête de ces profils, témoigne Aurélien Hamelle, directeur juridique du groupe pétrolier : « Nous cherchons des juristes très forts en droit administratif et en immobilier, et capables de gérer les contentieux environnementaux. Ils auront à guider l'entreprise dans le respect de la réglementation industrielle. » François-Guy Trébulle avertit : « Nous ne formons pas des militants, mais des techniciens du droit. Après leurs études, on retrouve certains dans des industries extractrices comme Eramet, Total, Engie... » Un rôle que tous les élèves ne sont pas prêts à jouer : « Je ne travaillerai jamais pour une industrie polluante », assure une étudiante. « J'ai régulièrement des étudiants très idéalistes, dont l'engagement entre en contradiction avec ce qui est efficace dans une lutte pour faire respecter le droit de l'environnement, juge Laurent Fonbaustier, de Paris-Saclay. Le droit de l'environnement n'est pas du militantisme, mais il peut être un outil pour faire avancer une cause au sein d'une entreprise. » ●

ÉRIC NUNÈS

## La prépa « droit-éco » monte en puissance

Entre le lycée et la fac, la « D1 » permet d'allier l'encadrement de la classe préparatoire à l'enseignement universitaire

Arrichir, 9/20 ». Confus, Eloi décortique les huit pages de son devoir de commentaire d'un arrêt de la Cour de cassation, raturées d'un rouge vif. « En prépa, on nous apprend à aller toujours plus loin. Les cours à la fac tranchent avec ceux d'ici... », concède-t-il, l'œil rivé sur sa copie. Etudiant en première année de droit-économie au lycée post-bac Bessières, à Paris, Eloi navigue entre deux mondes.

En classe préparatoire de droit-économie, anciennement nommée « prépa ENS D1 », la moitié des cours est dispensée dans un lycée, l'autre dans une fac de droit partenaire. Une formation originale, qui possède une sœur jumelle : la prépa « économie-gestion », pensée sur le même principe, et différente des prépas dites « HEC » pour intégrer les écoles de commerce.

La prépa « droit-éco » est peu connue des lycéens, qui viennent d'effectuer leurs vœux de formation sur Parcoursup. Contrairement à d'autres, celle-ci a le vent en poupe. Au total, 1 065 élèves suivent ce parcours dans l'un des dix-sept établissements qui la proposent. Un chiffre qui a doublé en vingt ans – même si certaines classes ne font pas le plein. Des prépas ouvrent : en 2019, Le Havre a inauguré sa prépa « droit-éco » au lycée François-I<sup>er</sup>. Les lycées privés se mettent eux aussi à la « D1 » : le lycée catholique Blomet, à Paris, a ouvert la sienne en 2017, et l'Université catholique de Lille, en partenariat avec le lycée Marq-Institution, inaugurera sa « D1 »

à la rentrée 2020, la première de la région Hauts-de-France, pour laquelle il faudra déboursier 5 700 euros par an.

La prépa « droit-économie » est « atypique et exigeante », résume Virginie Pieulle, professeure dans cette filière au lycée Jean-Perrin à Marseille. Les étudiants doivent valider leur licence de droit à la fac – un cursus aménagé, avec moins de cours que les autres étudiants. Mais ils suivent aussi une douzaine d'heures de cours en prépa (droit, économie, langues...) et sont soumis aux devoirs écrits et aux fameuses colles (interrogations orales).

### HAUTE FONCTION PUBLIQUE

Au terme des deux années, les élèves peuvent passer le concours du département droit-économie-management de l'École normale supérieure (ENS) de Rennes (ex-ENS Cachan). A la clé : l'enseignement, la recherche, ou d'autres carrières dans la haute fonction publique. L'an dernier, le lycée Bessières a envoyé sept élèves à l'ENS.

Après une prépa D1, la majorité des étudiants poursuit en licence de droit ou en magistère, une formation sélective en trois ans au sein d'une université. D'autres intègrent par la suite un Institut d'études politiques, ou une école de commerce par le biais des concours d'admissions parallèles. Les étudiants de « D1 » sont en effet convoités par ces établissements, tels que l'EM Lyon. L'Edhec vient d'ouvrir son concours aux « D1 » en proposant la même épreuve que celle de l'ENS pour « attirer d'excellents

élèves vers le master "business law management" », affirme Hugues Contant, directeur des admissions de l'Edhec.

Toutefois, en amont, la sélection pour intégrer ces prépas et le rythme qu'elles imposent sont rudes : à Bessières, les bacheliers généraux (S, ES, et en minorité L) avec mention et disposant de facilités dans les matières aussi bien littéraires que scientifiques sont la norme. D'autres sont moins sélectives, telles que celle du lycée André-Boulloche, à Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis), qui joue un rôle d'ascenseur social et permet à des élèves de mieux s'armer pour poursuivre en licence de droit.

« Cette filière est réputée et reconnue dans les milieux du droit. Elle se fait chaque année davantage connaître », estime Vincent Wauquier, directeur de la prépa du lycée Bessières. Il estime que les filières mêlant droit et économie sont porteuses : « De plus en plus de formations proposent ce mélange, ce sont des compétences recherchées. » L'an dernier, sa prépa a reçu environ 1 000 dossiers de candidature.

Cette année, l'ENS Rennes a réformé son concours, avec plus de langues et davantage de valorisation des savoirs universitaires. De quoi attirer davantage d'étudiants ? Le nouveau nom officiel de la prépa « droit-économie », plus clair que l'ancien sigle « D1 », devrait permettre aux futurs bacheliers de mieux identifier sur Parcoursup cette filière pluridisciplinaire, qui ouvre un champ des possibles. ●

RAHMA ADJADI



## REJOIGNEZ LA FACULTÉ DE DROIT DE CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ



- Licence en droit français
- Licence en droit étranger
- Parcours Droit anglo-américain / Parcours Droit espagnol & latino-américain
- Licence en droit Cursus intégré franco-allemand
- Licence en droit « IEP » - Option préparation concours IEP
- Licence professionnelle Assistant juridique Paralégal-Tech (1 an en L3) <sup>(A)</sup>

### LICENCES

5 mentions

- Mention Droit des affaires
- Parcours Droit de la consommation et des pratiques commerciales <sup>(1)</sup>
- Parcours Droit et éthique des affaires <sup>(A)</sup>
- Parcours Droit du financement et des investissements immobiliers <sup>(A)</sup>
- Parcours Droit fiscal et douanier <sup>(A)</sup>
- Parcours Diplôme juriste conseil d'entreprise
- Parcours Droit pénal financier <sup>(A)</sup>
- Mention Droit de l'entreprise
- Parcours Droit franco-allemand
- Mention Droit international
- Parcours Droit des activités et relations économiques internationales & européennes <sup>(1)</sup>
- Mention Droit privé
- Parcours Droit privé général et sciences criminelles <sup>(1)</sup>
- Mention Droit public
- Parcours Droit des collectivités territoriales et politiques publiques <sup>(A)</sup>
- Parcours Droit des contentieux publics <sup>(A)</sup>
- Parcours Droit des libertés et des droits de l'Homme
- Mention Droit de la santé
- Parcours Droit de la santé et de la protection des personnes
- Mention Droit social
- Parcours Droit social
- Parcours Droit social franco-italien

### MASTERS

7 mentions

- D.U Laïcité et principes de la République
- D.U Pratique des finances publiques locales
- Partenariat formation continue intra-entreprise avec l'AMF (Autorité des Marchés Financiers)

DIPLÔMES UNIVERSITAIRES (D.U) FORMATION CONTINUE

Tous les M1 peuvent être suivis en parcours Droit anglo-américain

(A) Formation ouverte à l'apprentissage et en formation initiale  
(1) Master 2 : possibilité de suivre une option Droit Anglo-américain

Plus d'informations sur [www.droitucp.fr](http://www.droitucp.fr)



**V**a-t-elle me payer? Vais-je avoir une remarque?» Anaïs de la Pallière se souvient de ce vendredi où elle était entrée, la peur au ventre, dans le bureau de sa patronne, une avocate chevronnée du barreau de Paris. La jeune collaboratrice, qui avait prévu de partir en congés ce jour-là, sentait que l'accueil allait être glacial. Elle ne s'était pas trompée. «Pour rattraper mon absence de quinze jours, ma boss avait gardé un stock de tâches à me donner à 18 heures», raconte Anaïs de la Pallière. Lorsqu'elle lui demande sa rétrocession d'honoraires, celle-ci se met à hurler. «*Votre chèque? Je ne sais pas où il est!*» Bien sûr, ma boss savait pertinemment qu'il était dans le parapheur de la comptable, mais elle prévoyait de me le remettre vers 22 heures», relate la jeune avocate, qui a consigné ses souvenirs de début de carrière dans un ouvrage intitulé *La Face cachée de la robe* (Michalon, 2019).

Quand un salarié touche son dû par virement bancaire, un avocat, lui, reçoit chaque mois des mains de son patron un chèque correspondant à une rétrocession de ses honoraires, montant brut duquel il devra retirer entre 45% et 50% pour provisionner lui-même ses charges sociales et payer ses impôts (Urssaf, cotisation à l'ordre, prévoyance, mutuelle, impôt sur le revenu, etc.). En outre, la réforme des retraites prévoit de doubler le taux de cotisation pour les avocats dont les revenus sont inférieurs à 41 000 euros par an, tout en abaissant le niveau de la pension plancher, qui passera de 1 480 euros à 1 000 euros. Un affront pour la profession, qui s'oppose à la réforme par de multiples mouvements de grève depuis le mois de janvier.

«*Que les choses soient très claires : les jeunes avocats sont tout sauf des nantis*», cadre Carole Painblanc, membre de l'Union des jeunes avocats (UJA), une association à vocation syndicale. Celui qui est généralement perçu dans l'opinion comme un notable travaille souvent 70 heures par semaine pour un salaire parfois à peine plus élevé que le smic, après sept ou huit ans d'études.

#### PARACHÈVEMENT DE LA FORMATION

Après l'école du barreau, la concurrence est rude pour se faire une place, notamment dans la capitale, qui voit arriver plus de 2 000 nouveaux diplômés chaque année. Pour 100 000 habitants, on compte 240 avocats à Paris, contre 30 en Picardie et une moyenne nationale de 90. Le nombre d'avocats avoisinait les 70 000 fin 2019, selon le Conseil national des barreaux, soit un tiers de plus qu'il y a dix ans.

En 2020, pour une première année d'exercice, le conseil de l'ordre parisien a fixé le montant minimal de la rétrocession à 3 100 euros brut (soit 1 550 euros net environ), tandis que le tarif UJA, plus favorable, l'établit à 3 970 euros brut (soit 2 000 euros net environ). «*La difficulté, c'est que de plus en plus de cabinets proposent des collaborations à temps partiel, afin d'échapper au*

**L'avocate et auteure Anaïs de la Pallière, à son cabinet, le 7 mars.**

MAGALI DELPORTE POUR «LE MONDE»



# LE CÔTÉ PRÉCAIRE DE LA ROBE

Faibles salaires, horaires élastiques, pression des associés... Un quart des jeunes avocats renoncent à la profession après moins de dix ans d'exercice

tarif de l'ordre. Et j'observe que le tarif UJA est de moins en moins pratiqué», souligne Carole Painblanc, responsable de SOS Collaborateurs, service de l'UJA.

Chaque mois, une trentaine de collaborateurs appellent à l'aide cette équipe de vingt bénévoles pour deux motifs principaux : l'associé a décidé de mettre fin à leur contrat de collaboration du jour au lendemain sans respecter ni payer les trois mois de délai de prévenance, ou bien l'associé maltraite son collaborateur, par

#### «LES JEUNES AVOCATS SONT TOUT SAUF DES NANTIS»

CAROLE PAINBLANC avocate, responsable de SOS Collaborateurs

exemple en lui criant dessus ou en lui assenant qu'il n'est pas taillé pour ce métier. Parce qu'il exerce en libéral, un avocat ne peut prétendre aux allocations-chômage, une précarité supplémentaire lorsque les choses tournent mal. «*Quand ça se passe mal, c'est souvent que l'associé est sous pression, et qu'il fait supporter cette pression à ses collaborateurs en les prenant parfois pour des punching-balls*», résume Carole Painblanc. Certains sont de très mauvais managers.»

Après l'obtention du diplôme (le CAPA, pour certificat d'aptitude à la profession d'avocat) et la prestation de serment, le statut de la collaboration libérale correspond au parachèvement de la formation. Le règlement intérieur national qui régit la profession prévoit que l'avocat qui recrute un collaborateur doit l'encadrer, le former, mais aussi mettre à sa disposition les moyens matériels nécessaires aux besoins de sa collaboration et au développement de sa clientèle personnelle. Après quelques années, un collaborateur a vocation à être promu associé, ou à ouvrir son propre cabinet.

Mais les débuts dans la profession sont si délicats qu'un quart des nouveaux avocats quittent la robe avant d'avoir atteint dix ans d'exercice, selon l'Observatoire national du Conseil national des barreaux. Dans un rapport sur l'avenir du métier remis à l'ancien garde des sceaux Jean-Jacques Urvoas, l'avocat Kami Haeri souligne que les femmes jettent l'éponge plus rapidement que les hommes : après cinq ans de métier, elles sont 20% à renoncer, ce qui n'est le cas pour les hommes qu'après sept ans.

#### HUMILIATION ET MISOGYNIE

«*Si je prêtais serment aujourd'hui, les conditions seraient plus difficiles qu'il y a dix ans*, observe Emilie Chandler, 36 ans, associée du cabinet NMCG, membre du conseil de l'ordre des avocats de Paris. *La concurrence s'est exacerbée, il y a énormément d'avocats sur le marché, la pression économique à travers les charges ne cesse d'augmenter, la pression des clients également*», qui pratiquent le dumping entre les cabinets.

Dans ce contexte, «*les avocats considèrent trop souvent qu'un collaborateur doit être immédiatement opérationnel ; or non, il ne le peut pas*», analyse Jean-Paul Lévy, avocat honoraire, quarante-sept ans de carrière. Il regrette que le compagnonnage qu'il a connu à ses débuts et pratiqué lui-même par la suite ait perdu de sa consistance. «*Il faut avoir foi dans son collabora-*

## «LE JEUNE COLLABORATEUR DOIT BEAUCOUP DIRE "OUI"»

**A** 30 ans, Lilas Louise Maréchaud a déjà derrière elle une reconversion professionnelle. Elle a exercé le métier d'avocat avant de s'en détacher pour mieux l'observer de l'extérieur. Son podcast «Fleur d'avocat» donne la parole à ces robes noires épanouies dans leur tenue, notamment parce qu'elles ont su dire «non» à certaines conditions de travail.

**Vous avez créé un podcast consacré aux avocats «bien dans leur robe». Pourquoi ce choix?**

J'ai exercé dans deux cabinets d'affaires pendant deux ans et demi, en droit pharmaceutique. J'oscillais entre ennui et agacement par rapport au système de management, mais le fond du problème, c'est que je n'étais pas particulièrement passionnée par mon métier, je n'avais finalement pas envie de réfléchir avec le droit. Et j'en avais aussi assez d'entendre dire : «*Ah, tu es avocate, tu as une vie de merde, toi aussi*». Je ne voyais pas beaucoup d'avocats épanouies dans mon entourage. J'ai suivi une formation de reconversion et, par ailleurs,

j'écoutais beaucoup de podcasts. J'ai fait le constat qu'aucun ne s'intéressait aux avocats en dehors de leur posture d'expert. Aujourd'hui, le podcast compte 100 000 écoutes tous épisodes cumulés, avec une croissance importante chaque mois.

**Comment expliquez-vous le malaise? Les conditions de travail se sont-elles dégradées?**

Elles ont toujours été difficiles. Mais ce n'est pas un passage obligé pour autant. Certains trouvent un cabinet qui leur correspond et deviennent associés très vite. Les difficultés ne sont pas propres à la profession d'avocat : des salariés de grosses entreprises ou des free-lance peuvent aussi connaître des conditions de travail déplorables. J'espère que mon podcast pourra aider les jeunes collaborateurs à prendre confiance : non, ils ne sont pas interchangeables, et les patrons ont autant besoin d'eux que l'inverse. Ils peuvent eux aussi poser leurs conditions.

Si je me suis lancée dans des modules de formation en développement personnel, c'est que je veux les aider à

mettre les choses à plat, à crever l'abcès pour qu'il en sorte quelque chose de positif. Pour les jeunes avocats en difficulté au sein de leur cabinet, deux options se présentent : se taire ou partir.

En réalité, tout repose sur une chose : le poste doit vous correspondre, en termes de dossiers, de matière traitée et d'organisation. Si c'est le cas, alors vous accepterez plus facilement les contreparties négatives qui découlent de votre poste. Les avocats épanouies sont ceux qui s'écoulent. Cela n'exclut en rien que les cabinets doivent se saisir de la problématique du management.

**La première collaboration est une expérience souvent compliquée...**

Les six premiers mois, le collaborateur doit beaucoup dire «oui», car il faut qu'il monte en compétences. Le plus dur, c'est de ne pas avoir la maîtrise de son agenda et de subir des urgences, parfois non justifiées ou résultant de la désorganisation de l'équipe. Quand le vendredi soir à 19 heures, le boss se réveille alors que vous lui avez transmis votre travail depuis plusieurs jours, c'est frustrant. Ou quand un pa-

tron assigne un travail et une deadline à un collaborateur sans le consulter au préalable, ça passe difficilement. Deux éléments sont à l'origine de cette frustration : la croyance selon laquelle la réactivité est le nerf de la guerre, ce qui est discutable, et le système d'organisation des équipes, qui prennent le plus jeune collaborateur comme dernière variable d'ajustement – deux facteurs sur lesquels il est possible d'agir.

**Quitter la robe, est-ce un échec?**

Tous les cinq épisodes du podcast, je diffuse le témoignage d'un avocat reconverti. Cela peut être un modèle de réussite : avoir été avocat et être devenu naturopathe, brasseur, décoratrice d'intérieur, chasseuse de têtes... Non seulement ils n'ont pas de regret mais leur expérience d'avocat leur sert tous les jours. Quitter la robe n'est pas un échec tant que ce n'est pas par dépit. Mais si vous aimez le métier et que vous le quittez parce que vous avez l'impression qu'il ne vous est pas possible de l'exercer dans des conditions épanouissantes, c'est dommage. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR S. L. N.

# Le barreau d'affaires, un clan super-sélectif

Face à la hausse du nombre de diplômés du barreau, les cabinets d'affaires privilégient les jeunes avocats présentant un double parcours

teur. Le temps qu'on passe avec lui sera du temps gagné plus tard. Pour lui apprendre à ordonner sa pensée, il faut l'emmener partout avec soi, pour que le collaborateur voie de A à Z le processus.» Actuellement règne plutôt une forme de taylorisation, plusieurs collaborateurs travaillant sur un même dossier sans le maîtriser vraiment et sans être en contact direct avec le client.

Sa première collaboration, il y a sept ans, Jennifer Halter aurait dû la dénoncer à l'ordre. «Je me disais qu'il ne fallait surtout pas parler des abus que nous subissons, de peur d'être blacklistée dans le métier», rapporte cette avocate de 35 ans. Bien loin du compagnonnage, les deux associés rabaissent systématiquement leurs cinq jeunes collaborateurs. «On se faisait engueuler tout le temps, pour des motifs pas forcément en lien avec le travail. L'humiliation était institutionnalisée, doublée de misogynie», relate Jennifer Halter. Quand elle accompagne son patron à un rendez-vous avec un client, il la prévient qu'elle sera là «juste pour faire joli» et surtout pas pour donner son expertise. Au cabinet, elle est corvéable à merci. «Il fallait être disponible à l'instant où l'associé le voulait. Peu importait l'heure, je devais être à mon poste, sinon je me prenais une soufflante.»

La présidente du Conseil national des barreaux, Christiane Féral-Schuhl, est bien au courant de cette situation. Elle estime que «les trois quarts des collaborateurs travaillent sans que des objectifs aient été fixés et sans aucun accompagnement concret», leurs patrons ne prenant pas la peine de leur exposer le fond d'un dossier et de cadrer leur mission. Quant au rythme de travail, «les urgences doivent rester occasionnelles, sinon on bascule dans de l'esclavage», affirme-t-elle.

## «MERCATO PERMANENT»

Monde à part, les cabinets d'affaires parisiens, quant à eux, sont régis par les standards américains des Big Four (Deloitte, EY, KPMG, PwC), tentaculaires cabinets de conseil où exercent des avocats depuis la fusion de leur métier avec celui de conseiller juridique, en 1990. Dans les cabinets d'affaires, travailler jusqu'à minuit est une routine, mais les rétrocessions suivent une courbe vertigineuse (autour de 3000 euros nets mensuels la première année, et des progressions de l'ordre de 10% par an, selon les avocats que nous avons interrogés), plaçant ces professionnels à des niveaux de rémunération bien supérieurs à ceux de leurs confrères pénalistes ou généralistes.

«Au début de ma carrière, je travaillais très régulièrement de 8 heures jusqu'à 2 heures le lendemain matin. C'était très difficile de se projeter à long terme dans ces conditions», témoigne Simon Le Reste, qui vient de rejoindre le cabinet d'affaires américain Reed Smith. L'autocensure jouant à plein, certains collaborateurs allaient jusqu'à renoncer à poser leurs congés. Désormais, à 35 ans, l'avocat s'applique à mettre des garde-fous entre vie professionnelle et vie privée. «Cela n'a pas été sans difficulté, mais j'ai pu poser un congé paternité lors de la naissance de mes enfants. C'est moi qui m'occupe d'eux chaque matin et qui les emmène à l'école.»

En cas de dissatisfaction, un avocat peut quitter un cabinet pour trouver des associés plus compréhensifs ailleurs. «Le mercato est permanent, confirme Olivier de Maison Rouge, fondateur du cabinet Lex-Squared à Paris et à Clermont-Ferrand. Les collaborateurs passent d'un cabinet à l'autre soit pour progresser, soit pour fuir des conditions managériales trop dures.» Grands groupes industriels et fonds de pension internationaux sont eux aussi aux aguets. Des avocats essorés par leurs années «en libéral» font d'excellentes recrues pour leurs services juridiques en interne. «J'ai fait deux stages au sein des directions juridiques d'EDF et de Total. Il n'y avait que des avocats, à 90% des femmes de 30-35 ans avec des enfants, ayant été licenciées ou ayant démissionné de leur cabinet», témoigne Thomas, élève avocat à Paris.

Pour la première fois, le 8 octobre 2019, le barreau de Paris a organisé une soirée «Départ de la profession», en présence de la bâtonnière. «C'était larmoyant, relate un participant. Cette soirée, c'était un geste d'écoute de la part du barreau. Mais j'attends de voir comment il sera traduit dans les actes.» En 2019, un millier de professionnels ont décidé de quitter la robe. ●

SOAZIG LE NEVÉ

On les trouve essentiellement à Paris et dans les Hauts-de-Seine, où jusque tard le soir ils conseillent et défendent des grandes entreprises, institutions financières et autres fonds. Les avocats du barreau d'affaires forment un clan à part dans leur profession. «S'ils représentent 20% du barreau, ils constituent en réalité 80% du chiffre d'affaires global des avocats en France», explique Caura Barszcz, directrice de la publication «Juristes associés».

L'une de leurs spécificités tient à leur parcours d'études. Parmi les jeunes avocats d'affaires, on trouve une grande proportion de «doubles diplômés», qui sont passés par l'école du barreau et par une école de commerce ou un institut d'études politiques. Certains ont obtenu un barreau étranger. Ceux qui n'ont été «qu'à» l'université présentent, quant à eux, un parcours universitaire d'excellence.

«Si un diplômé d'avocat est suffisant pour le barreau traditionnel, le double diplôme est devenu un quasi-prérequis pour les cabinets d'affaires de premier ordre. Au minimum, il faut un très bon cursus universitaire et une parfaite maîtrise de l'anglais, par exemple avec un LLM [master anglo-saxon en droit]», explique Martin Chevillard, ex-avocat, fondateur du cabinet de recrutement Chevillard Executive. «Désormais, les annonces de collaboration dans les cabinets majeurs d'affaires à Paris mentionnent tous une double formation», souligne l'avocat d'affaires Frédéric Le Lay, qui a lui-même effectué un double parcours.

## UN OUTIL DE SÉLECTION

Dans les années 1990, la financiarisation de l'économie, l'augmentation des échanges internationaux, la fusion entre les professions d'avocat et de conseil juridique ainsi que l'installation de cabinets anglo-saxons à Paris transformèrent considérablement la profession. Le barreau d'affaires cherche à attirer ceux qui parlent anglais et qui comprennent les enjeux liés au «business». Or on ne les trouve pas sur les bancs de la faculté de droit.

«Sentant que certains étudiants risquaient de partir étudier le droit à l'étranger, beaucoup de facultés de droit françaises ont développé des enseignements en anglais, des doubles cursus, des partenariats avec de grandes écoles. Les cabinets d'affaires ont également pesé pour le développement de doubles diplômes droit-management. Ils recherchent des collaborateurs et collaboratrices qui parlent autant la langue du droit que celle des affaires», explique Emilie Biland, professeure de sociologie à Sciences Po et spécialiste des métiers du droit.

**LE DOUBLE  
DIPLÔME  
EST DEVENU  
UN SIGNE  
DISTINCTIF  
À DESTINATION  
DES CABINETS  
LES PLUS  
CONVOITÉS**

Selon elle, le double diplôme est devenu aussi un outil de sélection, un signe distinctif à destination des cabinets les plus convoités. Une façon de repérer, selon eux, «les meilleurs éléments» (à savoir ceux qui ont réussi le concours d'entrée d'une grande école très sélective) dans un contexte de hausse du nombre de diplômés du barreau. En effet, le nombre d'avocats avoisinait les 70 000 fin 2019, selon le Conseil national des barreaux, soit un tiers de plus qu'il y a dix ans. «Ce type de formation grande école-droit nous assure une résistance à la pression», affirme Chloé Delion, avocate chez CMS Francis Lefebvre Avocats.

Côté grandes écoles, c'est HEC qui a lancé le mouvement en créant une majeure stratégie et fiscalité en 1985. «Le droit avait toujours été enseigné à HEC, mais là, il devient autre chose qu'une discipline d'appoint pour les futurs cadres et dirigeants d'entreprise. C'était un pari risqué, le barreau d'affaires n'en était qu'à ses balbutiements», raconte Emilie Biland. Depuis, l'école a lancé divers parcours associant droit et management (avec les universités de Versailles et de Paris-I Panthéon-Sorbonne), au sein de son programme grande école et au travers de masters spécialisés.

«J'ai la sensation que les étudiants qui s'ennuyaient en école de commerce ont trouvé dans le droit la stimulation intellectuelle qu'ils avaient en prépa HEC», affirme, quant à lui, Frédéric Le Lay. C'est le cas de Fanny Grasset, avocate chez Linkaters, qui, bonne élève, s'est retrouvée à l'Essec un peu par hasard, «pour suivre les recommandations parentales». Son ton de-

**«CE SONT  
DES PARCOURS  
ÉLITISTES,  
AVEC CE QU'ILS  
IMPLIQUENT  
DE PLUS  
DISCRIMINANT»**

MARC BAILLY  
associé chez YL Avocats

vient enjoué lorsqu'elle évoque son master 2 de droit. «J'ai adoré», dit-elle.

Mais l'arrivée de ces profils particuliers au milieu des «juristes purs» n'est pas toujours évidente. «Tu n'es pas un vrai avocat ni un vrai juriste, tu piques la place de ceux qui ont fait la fac»: voilà le genre de remarques que recevait Nicolas Degardin, sorti diplômé de HEC en 2013, lorsqu'il était à l'école du barreau.

## DES PARCOURS ONÉREUX

Frédéric Le Lay a choisi le parcours inverse. Fac de droit, puis école de commerce (EM Lyon). «L'EM m'a permis de mieux comprendre les enjeux business et financiers. Je peux en parler facilement avec les clients. Et ça les rassure quand tu as fait la même école qu'eux.» Et, bien sûr, cela développe le réseau, au-delà des frontières. «L'autre jour, j'ai déjeuné à Londres avec l'associé d'un cabinet brésilien qui a fait son LLM [master de droit] avec mon associé à New York», explique-t-il. Marc Bailly, jeune associé chez YL Avocats, reconnaît, quant à lui, que son passage à l'Essec après son droit lui a permis de décrocher une première collaboration dans un beau cabinet. Il n'en reste

pas moins critique. «Ce sont des parcours élitistes à la française, avec ce qu'ils impliquent de plus discriminant», dit-il.

Sciences Po Paris est également entrée dans la course à la formation des avocats. En 2007, les élèves de son master de droit ont obtenu l'autorisation de présenter l'examen du barreau. Léon del Forno, 31 ans, n'avait pas envisagé l'«avocat» à ses débuts à Sciences Po. Il se dirige vers l'école de droit en master. «C'était un bon compromis: des matières intello enseignées par des professeurs et un enseignement business fourni par des avocats qui gèrent des gros dossiers», explique-t-il. Il complète ensuite sa formation par un LLM à Harvard et en profite pour passer le barreau de New York. «Je voulais que mon domaine d'exercice professionnel ne me cantonne pas à une pratique nationale», assume-t-il. Il est aujourd'hui associé du célèbre pénaliste Hervé Temime.

Contrairement aux doubles diplômés passés d'abord par la fac de droit, la plupart des diplômés des grandes écoles ont eu l'idée d'embrasser la profession plus tardivement. «Ils présentent leur activité non comme le produit d'une vocation précoce, mais comme l'issue contingente d'un parcours pluridisciplinaire. Ils sont moins souvent enfants de juristes mais issus de milieux sociaux favorisés et disposent d'un capital social étendu», a analysé la sociologue Emilie Biland. Léon del Forno a ainsi pu compter sur le soutien de ses parents pour financer son onéreux diplôme américain. Il n'a pas de mal à le reconnaître: «Mon master à Harvard a été un très, très beau cadeau.» ●

JUSTINE BRAIVE

## VIVEZ LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



**ILERI**  
LECOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES

### DEUX PARCOURS D'EXCELLENCE BAC+3 & BAC+5

- ◆ Bachelor en Relations internationales (Bac+3)
- ◆ Deuxième Cycle en Relations Internationales (Bac+5)

#### Quatre spécialisations :

- Sécurité internationale et défense - Grade de Master
- Intelligence stratégique internationale - Grade de Master
- Coopération internationale des outre-mer - Titre RNCP Niveau 7
- International Business and Marketing - MSc
- Relations internationales et cyberspace - Titre RNCP Niveau 7

TÉLÉCHARGEZ  
L'APPLI ILERI



**SOIRÉE  
PORTES  
OUVERTES**  
VENDREDI 3 AVRIL

**CONCOURS  
D'ENTRÉE**  
JEUDI 28 MAI

**COURS  
DU SOIR**

01 40 53 00 44 - 20 bis jardins Boieldieu, 92071 La Défense

ileri.fr

VIE ÉTUDIANTE

# LE SEXTING, RITUEL RISQUÉ DE LA VIE AMOUREUSE DU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE



ISABEL ESPANOL

L'envoi de textos ou photos à caractère sexuel est largement répandu chez les jeunes. Une nouvelle pratique de l'intime déroutante pour les autres générations, et à utiliser avec précaution...

L'envoi de messages textes, photos ou vidéos à caractère sexuellement explicite et suggestif envoyés ou reçus par le biais des nouvelles technologies. » Telle est la définition que donne du « sexting » – contraction des termes anglo-saxons « sex » et « texting » – Justine Bastin, psychologue clinicienne et auteure d'un mémoire sur le sujet (*Le Sexting chez les jeunes. Quelles réalités?*, Liège, 2020). Par SMS, sur Snapchat ou Instagram... Les « sextos » désignent ces mots ou images qui viennent ainsi titiller l'œil et la libido des destinataires, parmi lesquels bon nombre de milléniaux.

Peu d'études existent en France sur ce sujet. En 2017, Michelle Drouin, enseignante-chercheuse à l'université de l'Indiana (États-Unis), a mené une étude sur le sexting auprès d'étudiants de son établissement (« Le sexting est-il bon pour les relations amoureuses ? Cela dépend »). Sur son échantillon d'étudiants âgés en moyenne de 19,7 ans, 62 % disaient avoir envoyé ou reçu une « photo sexuellement explicite ». « Cela fait partie de la sexualité du XXI<sup>e</sup> siècle », reconnaît la psychologue, spécialiste, notamment, des rapports entre technologie et sexualité.

Cette pratique est parfois incomprise par d'autres générations. Elisabeth Mercier, professeure au département de sociologie de l'université de Laval, autrice d'un article sur le partage d'images intimes chez les jeunes, souligne que, de tout temps, l'émergence de nouvelles pratiques sexuelles a suscité un phénomène de « panique morale ». « Avant le sexting, il y a eu les Polaroid coquins, avant encore, la correspondance érotique... » Bref, en mots ou en images, exprimer à l'autre ses désirs sexuels n'a fondamentalement rien de révolutionnaire.

« ON PEUT ENJOLIVER » Les étudiants, ainsi que certains chercheurs, en soulignent les aspects positifs. « Les sextos peuvent permettre de nourrir une relation à distance », reconnaît Michelle Drouin. Margot (les prénoms ont été modifiés), étudiante en licence de psychologie, âgée de 20 ans, raconte : « Je suis dans le Rhône, mon copain dans le Loiret, nous ne nous voyons qu'une à deux fois par mois.

« ON PEUT ENJOLIVER »

Les étudiants, ainsi que certains chercheurs, en soulignent les aspects positifs. « Les sextos peuvent permettre de nourrir une relation à distance », reconnaît Michelle Drouin. Margot (les prénoms ont été modifiés), étudiante en licence de psychologie, âgée de 20 ans, raconte : « Je suis dans le Rhône, mon copain dans le Loiret, nous ne nous voyons qu'une à deux fois par mois.

**« CHEZ LES GARÇONS, LE SEXTING N'A PAS LA MÊME IMPLICATION, CAR, CONTRAIREMENT AUX FILLES, LEUR "RÉPUTATION" N'EST PAS EN JEU »**

ÉLISABETH MERCIER  
professeure de sociologie

Les sextos servent moins à raviver la flamme qu'à maintenir le lien », explique la jeune femme. « Le sexting peut renforcer la capacité à être intimes », confirme la psychologue Justine Bastin.

Félix, 23 ans, en licence d'administration économique et sociale, a également commencé à pratiquer le sexting en raison de son éloignement géographique avec sa petite amie de l'époque. Redevenu célibataire, il y trouve d'autres avantages. « Il y a évidemment un côté narcissique, estime-t-il. Avec le sexto, on peut enjoliver, raconter ce qu'on veut. Il n'y a pas les mouvements maladroits qui existent lors d'un rapport physique. On envoie des photos qui nous mettent en valeur. Et puis c'est plaisant quand la fille répond, qu'elle dit qu'elle te trouve beau. Pour être honnête, il y a des filles avec qui j'ai préféré sexter que coucher... » Jules, étudiant lui aussi, voit un moyen de « prendre la température » et de faire tomber quelques complexes physiques avant de se retrouver entre les draps. « Cela permet de se découvrir et d'anticiper », résume-t-il. Et si la pratique laisse circonspects certains de leurs aînés, grand bien leur fasse : « On avance avec notre temps, balaise Jeanne, 23 ans, étudiante en licence de psychologie. Pouvoir exprimer sa sexualité, s'exciter mutuellement, je trouve ça plutôt bien. J'envisage les sextos comme une forme de préliminaires. »

Les étudiants interrogés soulignent néanmoins que cette pratique ne peut s'accomplir qu'avec des partenaires de confiance. Ce que corrobore l'étude de Michelle Drouin : les étudiants pratiquant le sexting dans le cadre d'une relation suivie sont 69 % à y trouver des conséquences positives, contre 42 % pour ceux qui le pratiquent avec des partenaires occasionnels.

Car plane sur le sexting l'ombre de certaines de ses conséquences moins joyeuses. Dans son étude de 2017, Michelle Drouin relève que 52 % de son échantillon déclarait avoir ressenti « un malaise » à la suite d'un échange de sextos. En outre, 23 % déclaraient en nourrir des regrets ou de l'inquiétude. Il y a ces photos ou vidéos de pénis reçues sans qu'on les ait sollicitées, l'insistance d'un partenaire à réclamer des clichés qu'on n'a pas forcément envie d'envoyer... Envoyer des sextos « sous la pression » de quelqu'un « a été le cas pour 1/5<sup>e</sup> de mon échantillon », raconte Michelle Drouin. Sans parler de ces photos intimes dévoilées sans le consentement de l'expéditeur.

Jules comme Félix admettent avoir, à l'occasion, montré des photos de leurs conquêtes dénudées à leurs copains... « Un moment de partage », argue Jules, qui reconnaît ne pas penser, dans ces moments-là, à ce que pourrait dire l'intéressée de voir ses photos intimes dévoilées. « Mais c'est rare qu'elle soit identifiable. Et à partir du moment où cela ne se sait pas... », justifie-t-il. Félix non plus n'a pas pensé à la personne en question, mais plutôt à lui-même : « Après avoir montré la photo, quand je reprenais mon téléphone de la main de mes copains, je me disais : "ça, tu ne le fais plus, tu es vraiment un enfoiré". » Jeanne, elle, se souvient d'amis garçons lui montrant des photos conservées dans leur téléphone, « un peu en mode collection ».

« REVENGE PORN »

Le sexto peut aussi être diffusé plus largement, notamment sur les réseaux sociaux, et utilisé dans une optique de vengeance personnelle : c'est le fameux « revenge porn ». « Et du "revenge porn" découle directement ce qu'on appelle le "slut-shaming", explique Justine Bastin, c'est-à-dire le fait de juger une femme négativement sur ce qu'on a perçu de son activité sexuelle, et en s'appuyant sur des stéréotypes de genre. »

À l'aune de ces stéréotypes puissants, garçons et filles ne sont pas jugés à la même enseigne. Comme le résume Jeanne, « la fille qui envoie des sextos va être considérée comme une chaudière », là où le garçon « va passer pour un conquistador ». « 80 % des mecs que je connais vont se vanter de sexter », confirme Félix. Ce que corrobore Elisabeth Mercier : « On estime que, chez les garçons, le sexting n'a pas la même implication, car, contrairement aux filles, leur "réputation" n'est pas en jeu. »

Elle souligne d'ailleurs qu'au Canada les campagnes de prévention sur les pratiques à risque du sexting sont le plus souvent adressées à un public féminin, considéré comme plus « à risque », en raison de ces stéréotypes culturels, et qui doit donc se responsabiliser sur le sujet. Elle se remémore l'histoire d'une jeune fille dont la photo en soutien-gorge avait été divulguée par le récipiendaire. « Elle avait été humiliée, alors que le garçon avait ensuite tranquillement continué à distribuer des photos de son pénis. »

Face au sexting, on enjoint aux filles de « se protéger », de « faire attention ». Côté garçons, certains prennent conscience de cette inégalité. Félix a ainsi vu son comportement évoluer : « #metoo m'a fait un peu réfléchir, admet-il. Le mouvement et toute la réflexion qu'il y a autour m'ont fait prendre conscience que je pouvais être parfois un peu intrusif dans mes envois. Qu'un sexto pouvait vite sombrer dans l'exhibitionnisme. Mais, comme pour le harcèlement sexuel, ce n'est pas aux filles de faire attention. Pour moi, il faudrait autant informer le receveur que l'expéditeur. » C'est bien là le sujet pour Elisabeth Mercier. Pour elle, « plutôt que de le diaboliser, on devrait envisager le sexting comme un bon levier pour éduquer au consentement et à l'usage des médias numériques ». En posant cette pratique comme un danger, on ne s'attaque finalement pas au fond de la question. Jeanne ne dit pas autre chose : « Le problème, ce n'est pas le sexting en lui-même. C'est ce que les gens en font. » ●

JOSÉPHINE LEBARD

## FORMATION

# EFFETS SPÉCIAUX, 3D, ANIMATION: DES ÉCOLES FLORISSANTES

Plusieurs cursus vont ouvrir à la Plaine Images, à Tourcoing, pour répondre aux besoins d'un secteur en plein essor

LILLE – correspondance

Bâtie sur une friche industrielle de cinq hectares, la Plaine Images, à Tourcoing, ne cesse de repousser ses murs. Créé il y a huit ans sur le site d'une ancienne usine de tissu d'ameublement, ce pôle réunissant experts du monde du jeu vidéo, de l'animation, de l'audiovisuel, du design et de la réalité virtuelle a l'ambition de devenir l'un des plus grands campus d'Europe consacré aux industries créatives. L'objectif de ce pôle, financé en grande partie par la région et la métropole de Lille, est de doubler d'ici trois ans cet écosystème qui réunit déjà trois écoles liées à l'image numérique (Pôle 3D, 3W Academy, le Fresnoy), 30 start-up en incubation, 140 entreprises et 1800 actifs.

Dans la cafétéria aménagée à l'entrée de l'Imaginarium, un bâtiment de 8000 mètres carrés inauguré en 2012, se croisent chercheurs, enseignants, étudiants et professionnels de l'animation ou du jeu vidéo. Déambulant dans l'espace de coworking, Emmanuel Delamarre, le directeur de la Plaine Images, se souvient : « *Le studio Ankama s'est implanté ici en 2007. Depuis, ce lieu fait partie d'un grand projet urbain.* »

Longtemps sous-estimé, le secteur de l'animation, de la 3D, des effets spéciaux et des jeux vidéo est aujourd'hui en pleine expansion. La sphère des jeux vidéo, par exemple, a produit un chiffre d'affaires mondial de 120 milliards de dollars en 2018 (environ 108 milliards d'euros), en hausse de 13% sur un an – et de 15% pour la France. Dans le même temps, les nouvelles technologies ont révolutionné les métiers du cinéma. Les images de synthèse et les effets spéciaux y sont omniprésents.

## FORTE DEMANDE DES STUDIOS

Les plates-formes comme Netflix, Amazon ou Disney ont considérablement densifié la demande de professionnels, tout comme les studios Ubisoft, Ankama, Illumination, Weta, etc. « *La demande internationale est forte, avec une moyenne de trois offres d'emploi par étudiant à la sortie d'école*, confie Gilbert Kiner, président et fondateur d'ArtFX, école spécialisée notamment dans les effets spéciaux et les jeux vidéo. *Je n'imaginai pas que le marché des images de synthèse et des effets spé-*



À l'école Pôle 3D, pionnière du campus de la Plaine Images, en février 2018. PLAINEIMAGES

ciaux numériques allait ainsi exploser. » Dans le même temps, la gamme des métiers autour de l'image s'est diversifiée : game designer, chef de projet 3D, character designer...

« *L'industrie du divertissement s'est beaucoup développée, surtout dans l'animation 3D*, poursuit Stéphane André, le directeur général de Rubika, école d'animation elle aussi implantée dans les Hauts-de-France, à Valenciennes. *Avant, des films d'animation en 3D, il y en avait un par an. Maintenant, on est quasiment à deux par mois.* »

Ainsi, partout en France, se multiplient des formations dans cet univers. Des écoles ouvrent de nouveaux campus. C'est le cas du groupe ArtFX, qui forme 600 étudiants à Montpellier et qui inaugurera à la rentrée 2020 un second campus à Tourcoing. « *Les Hauts-de-France me semblent la région la plus tournée vers le numérique* », justifie Gilbert Kiner, patron d'ArtFX, citant la présence de nombreuses entreprises à la Plaine Images ou à Euratechnologies à Lille, mais aussi la politique de soutien à cette industrie, impulsée par le conseil régional. L'Île-de-France, où sont regroupés les prin-

cipaux studios français et de grandes écoles, comme les Gobelins, est un autre pôle incontournable, ajoute le directeur. Tout comme Angoulême, où plusieurs écoles vont ouvrir dans ce domaine.

## 2 000 ÉTUDIANTS EN 2023

La première promotion nordiste d'ArtFX sera constituée de 120 élèves, avant un triplement des effectifs d'ici à 2025. ArtFX ambitionne également d'ouvrir un deuxième établissement à la Plaine Images : une école de cinéma « numérique native », une première mondiale. « *On travaille déjà avec différentes écoles de cinéma françaises*, explique Gilbert Kiner. *Mais l'idée est d'augmenter les compétences des chefs opérateurs sur l'approche des métiers du numérique, car demain les films seront construits à 80% par des images de synthèse.* » Une douzaine d'étudiants y seront admis dès la rentrée de 2020, puis une promotion complète, de 60 à 80 étudiants, en 2021. La construction d'un nouveau bâtiment sur le site de la Plaine Images est déjà à l'étude.

« **JE N'IMAGINAI PAS QUE LE MARCHÉ DES IMAGES DE SYNTHÈSE ET DES EFFETS SPÉCIAUX NUMÉRIQUES ALLAIT AINSI EXPLOSER** »

GILBERT KINER  
président fondateur  
de l'école ArtFX

A une heure de Paris, 35 minutes de Bruxelles et 1h20 de Londres, la Plaine Images compte accueillir plus de 2000 étudiants d'ici à 2023. Pôle 3D, l'école pionnière du campus, va s'agrandir. Cet établissement, passé dans le giron de l'Université catholique de Lille en 2017, forme aux métiers de l'animation et du jeu vidéo. Il va intégrer un nouveau bâtiment deux fois plus grand à côté de son site historique. « *Nos métiers sont en tension et les écoles n'arrivent pas à répondre aux demandes* », assure son directeur fondateur, Antoine Durieu. Pôle 3D ouvrira également un nouveau master effets spéciaux en 2020, ainsi qu'un master « UX Design, gamification et objets connectés », avant d'inaugurer une nouvelle école de design en 2023.

Chez ArtFX, le taux de placement des étudiants six mois après la certification est de 96%, pour un salaire moyen net annuel de 31928 euros (38564 euros au bout de trois ans). Selon les formations, de 30% à 70% des jeunes diplômés bac + 5 partent travailler à l'étranger, notamment en Amérique du Nord. « *Le gros concurrent en termes d'emploi, c'est Montréal*, juge Antoine Durieu. *On a un avantage en France : on se distingue par la qualité de nos formations, proposées sur cinq ans et en adéquation avec les demandes des studios.* »

Mais ces formations ont un coût élevé, car la plupart sont dispensées par des écoles privées. « *En plus de l'aide de mes parents, j'ai dû faire un prêt étudiant pour payer les 7500 euros annuels*, confie Emilien Masméjan, 24 ans, en master 2 jeux vidéo à Pôle 3D. *Mais le diplôme est reconnu par l'Etat et je suis quasiment sûr de trouver un boulot à la sortie.* » Son camarade de promotion Florient Theunissen, 26 ans, confirme : « *C'est un coût, mais il y a des débouchés et, comme ce sont des métiers de passion, on s'y retrouve.* »

A la sortie de ces écoles, certains deviennent intermittents du spectacle, car les studios travaillent principalement avec des vacataires. « *C'est un statut un peu instable mais qui n'est pas forcément vécu comme une contrainte*, analyse Stéphane André, le directeur général de Rubika. *Nous, on pousse nos étudiants à aller à l'étranger.* » L'école Rubika est d'ailleurs présente à Montréal, au Canada, à Pune, en Inde et, depuis février, à Nairobi, au Kenya. ●

LAURIE MONIEZ

## POSTBAC

## DE NOUVEAUX DIPLÔMES POUR LES INDÉCIS

A la fac, des formations d'un an permettent de tester des filières et de mûrir son projet d'orientation

On lui avait répété qu'avec un bac scientifique elle pourrait tout faire. Mais une fois son diplôme en poche, Aurélie Gaiotti ne savait pas quoi faire. Bonne élève en seconde, son intérêt pour les matières scientifiques a par la suite décliné, ainsi que ses résultats, au point d'altérer sa confiance en elle. Suivre une licence de biologie lui faisait peur. « *On nous présente la fac comme un lieu où on n'est pas accompagné. Je pensais que je serais perdue. Je craignais d'errer d'une licence à une autre* », explique l'étudiante de 19 ans. A l'heure des choix d'orientation, celle qui se définit comme une « élève moyenne » vise un DUT génie biologique, sans enthousiasme – et n'est pas sélectionnée. C'est pendant la phase complémentaire de Parcoursup qu'Aurélie découvre le Passeport pour réussir et s'orienter (PaRéO), diplôme universitaire (DU) proposé par l'université de Paris (ex-Paris-Descartes).

Imaginé en 2015, « *PaRéO est construit pour ceux qui ne savent pas ce qu'ils veulent faire, mais ne souhaitent pas entreprendre une année de césure* », résume Marion Petitpré, directrice du programme. Il a été dupliqué depuis la ren-

trée 2019 à l'université Paris-XIII. En septembre, un autre diplôme similaire, Prep'Avenir, ouvrira à l'université d'Evry. Alors que la clôture des vœux sur Parcoursup est advenue le 12 mars, ces formations peuvent-elles être une solution pour des lycéens ou des étudiants en réorientation qui n'ont pas d'idée précise sur leurs envies ?

C'est en tout cas l'ambition du diplôme PaRéO. Pendant une année, les étudiants peuvent tester une ou plusieurs filières, suivre divers modules de culture générale ou de développement personnel, sont sensibilisés à la méthodologie du travail universitaire... Et, surtout, ils réfléchissent longuement, de manière encadrée, à leur orientation. « *Sans quitter le système académique, ils ont aussi la possibilité de mener un projet associatif, de faire des stages, de partir à l'étranger après le mois de mars* », explique Marion Petitpré.

## DE PLUS EN PLUS DE PLACES

Depuis 2015, le PaRéO n'a cessé de se développer. En 2017, 900 lycéens briguaient l'une des 40 places disponibles. Deux ans plus tard, ils étaient 1100 can-

didats sur Parcoursup, pour 300 places. Cette année, 400 places sont proposées à l'université de Paris et 50 places à Paris-XIII. « *PaRéO a vocation à essayer dans d'autres universités* », se réjouit Marion Petitpré. Une réflexion à ce sujet est engagée avec le ministère de l'enseignement supérieur.

C'est en suivant un cours de droit en amphi dans le cadre du PaRéO qu'Aurélie Gaiotti a eu un coup de cœur pour cette matière. Elle est aujourd'hui en licence de droit. A l'instar de la jeune femme, environ un tiers des jeunes passés par le PaRéO a poursuivi des études en licence, un autre tiers rejoint un DUT et le dernier tiers opte pour un BTS. A la marge, certains intègrent des BTS ou DUT en rentrée décalée, en janvier. Quelques-uns rejoignent directement le monde du travail. D'autres quittent la formation. « *On ne peut pas faire le chemin à la place de quelqu'un pour qui ce n'est pas le bon moment* », commente Marion Petitpré.

Comme Aurélie Gaiotti, près de la moitié des étudiants du DU sont titulaires d'un bac général, S et ES principalement. Les autres sont issus de la voie

technologique et un sur dix d'une filière professionnelle. « *On était tous dans le même bateau, dans une classe où personne ne savait ce qu'il voulait faire. C'était très rassurant* », confie-t-elle. Outre la possibilité de choisir PaRéO sur Parcoursup, une rentrée décalée est proposée en novembre aux étudiants qui prennent conscience d'une erreur d'orientation.

## DOUBLE OBJECTIF

De son côté, le nouveau DU Prep'Avenir de l'université d'Evry entend accompagner les étudiants vers trois voies possibles : « *les études, la vie active ou l'engagement* [en service civique, notamment] », affirme Patrick Curmi, président de l'université. Il accueillera entre 80 et 200 étudiants à la rentrée 2020. Cette année, il faut envoyer un courriel pour se porter candidat, mais Patrick Curmi espère voir sa formation rejoindre Parcoursup dès la rentrée 2021.

Avec ce diplôme au double objectif – « *ne pas laisser ces jeunes sans formation et faire en sorte qu'ils construisent un projet avec un débouché à la sortie* » –, le docteur en médecine qui préside

l'université compte « *sauver des vies* ». A Evry, plus de mille étudiants sur les trois mille inscrits en première année en 2017-2018 ont disparu des radars l'année suivante, sans se réinscrire ailleurs. Au programme du diplôme : maîtrise et approfondissement des connaissances fondamentales du secondaire, prise de parole, ateliers d'ouverture (art, design, nature, sport, etc.), prise en charge d'éventuelles difficultés sociales et/ou psychologiques, sans oublier la découverte des mondes professionnel, associatif et universitaire, avec des intervenants de divers horizons. Le second semestre sera consacré à une immersion dans la voie choisie.

La présentation de la formation dans une quinzaine de lycées conforte Patrick Curmi dans son enthousiasme : « *Les enseignants se réjouissent d'avoir quelque chose à proposer à des jeunes qu'ils voyaient auparavant partir en licence en sachant qu'ils avaient peu de chances d'y réussir. Au jeune qui dit : "Je ne sais pas ce que je veux faire après le bac", il faut pouvoir répondre "c'est normal, ce n'est pas grave", et proposer une solution.* » ●

ISABELLE MARADAN

J'AVAIS 20 ANS

# «JE ME SUIS INSCRITE EN MUSICOLOGIE PRESQUE PAR ERREUR»

## ÉMILIE SIMON

La chanteuse et compositrice raconte comment ses études de musicologie, entre Montpellier et Paris, ont nourri sa créativité. Et comment la vie dans la capitale l'a transformée



Emilie Simon, en 2019. CHRIS LOWELL

### Dates-clés

**1978** Naissance à Montpellier

**1998** Installation à Paris, où elle suit une licence de musicologie

**2003** Sortie d'*Emilie Simon*, son premier album

**2008** Installation à New York

**2009** Enregistrement de *The Big Machine*, son quatrième album

**2014** Son cinquième album studio, *Mue*, annonce un virage créatif

### La technologie a-t-elle façonné l'artiste que vous êtes ?

Pas forcément. La musique qui est en moi, c'est une inspiration, c'est palpable. Une sensibilité musicale qui passe par la mélodie, la voix et l'écriture. La technologie est fascinante et en constante évolution, mais c'est juste un outil. Elle est au service du cœur, qui la dépasse.

### Est-ce qu'à 20 ans vous vous doutiez que vous mèneriez une carrière d'auteure, compositrice, interprète ?

En arrivant à Paris, j'avais une envie débordante, une soif insatiable de créer, d'écouter et de découvrir. J'avais tous les capteurs ouverts, j'absorbais tout. J'avais en plus une certaine naïveté vis-à-vis du métier d'auteure. Je ne savais pas ce que c'était de sortir des disques et de faire des tournées. J'ignorais les contraintes du milieu et des maisons de production. Mais moi, alors, ça a ce système, j'étais intrépide. J'avais.

### A-t-il été compliqué de mener de front vos études et votre début de carrière ?

J'ai passé à la Sorbonne une licence puis une maîtrise, mais je n'ai pas terminé le diplôme d'études approfondies [DEA, aujourd'hui master 2]. Ce qui me plaisait en musicologie, c'était les cours pratiques. J'apprenais des choses que je pouvais appliquer dans ma musique et qui me nourrissaient. Une fois, en DEA, il fallait passer beaucoup plus de temps dans les bibliothèques, cela devenait de la recherche. Mais moi, j'ai besoin d'être en contact avec le concret, l'apprentissage pratique : jouer, chanter. Même si j'adorais les sujets hyper pointus que nous avions à traiter, c'est techniquement que je voulais progresser.

### Quels souvenirs gardez-vous de vos années à l'université ?

Je me souviens des enseignants, des personnes passionnées, notamment une professeure de musicologie. Nous avions cours avec elle le mercredi matin, à 8 heures. Alors qu'il était un peu dur de se réveiller, elle nous mettait dans les oreilles des chants grégoriens, très, très fort. Elle nous en parlait avec tant de passion que cela en était bouleversant. J'en étais transportée, j'avais l'impression d'avoir vécu une expérience hors de mon corps. Certains professeurs peuvent faire cet effet-là.

### Finalement, 20 ans, est-ce le plus bel âge ?

Non ! Cela voudrait dire que c'est foutu, que le plus beau est passé. 20 ans, c'est l'âge où il ne faut pas se restreindre, où il faut garder l'esprit ouvert. C'est l'âge de tous les possibles. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC NUNÈS

**O**riginaire de Montpellier, Emilie Simon a quitté le cocon familial en 1998 pour suivre des études de musicologie à Paris.

En 2003 sort son premier album, récompensé aux Victoires de la musique. Depuis, elle a enchaîné les succès en faisant dialoguer mélodie, chant et électronique. En 2008, elle a quitté Paris pour s'installer à New York. A 41 ans, elle signe la bande originale de *The Jesus Rolls*, le nouveau film de John Turturro.

### Devenir musicienne, était-ce une évidence ?

J'ai grandi dans une maison où il y avait toujours de la musique, des instruments et des musiciens que mon père enregistrait et enregistre toujours – il est ingénieur du son. Et je crois que la musique a toujours fait partie de moi. A 6 ans, je suis entrée au conservatoire : chant, piano, clarinette, guitare. Mais je n'ai pas voulu être instrumentiste, mon moyen d'expression reste la voix.

### Étiez-vous bonne élève ?

Oui, j'ai toujours été curieuse de tout, j'aimais apprendre. Adolescente, je m'intéressais un peu moins au système scolaire et un peu plus à monter des groupes de musique et à jouer avec les copains. Mais j'ai eu sans difficulté un bac littéraire avec mention.

### Bac en poche, vous entrez à l'université de Montpellier en deug (ex-licence) de musicologie. Avez-vous eu des hésitations sur votre orientation ?

Mon choix d'études a beaucoup intrigué autour de moi. On me posait mille ques-

tions : mais qu'est-ce que tu vas faire en musicologie ? Est-ce que ce n'est pas une voie de garage ? Qu'est-ce que tu vas pouvoir faire avec ça ? Est-ce que tu veux être musicologue ? Je répondais que non mais que la matière m'intéressait.

### Faire ce choix, c'était quand même risqué en termes de débouchés...

Il faut suivre son instinct. Moi, je me suis inscrite dans cette filière presque par erreur et, finalement, c'est ce choix qui m'a permis de faire une partie du chemin que j'ai parcouru. Parfois, il y a des choix que nous sommes seuls à devoir faire, nous ne pouvons pas écouter, entendre l'avis des autres. On les fait sans même comprendre pourquoi notre voix intérieure nous dirige vers eux. Et il faut du temps pour que cela prenne sens. Dans les métiers artistiques, il faut suivre son cœur avant le rationnel.

Il peut y avoir des moments difficiles où on n'y voit rien, et pendant longtemps. Il faut continuer, comme sur un bateau, on se fixe un cap : moi, ce que je veux faire, c'est ça. L'important, c'est la clarté de ce qu'on a envie de faire. Il y aura des coups de vent, des vagues. Mais on garde le cap et, à un moment, il y a quelque chose de beau qui arrive.

Je n'ai jamais regretté ces études. J'ai appris à situer les mouvements musicaux, à comprendre les différents courants et leurs modes d'écriture, à connaître les œuvres majeures. Tout cela m'a beaucoup apporté pour mon écriture, cela m'a nourri. Mais il n'y a pas de diplôme qui vous garantira de pouvoir composer un bon morceau. C'est de l'ordre de l'inexplicable, du magique, et cela ne vient à soi que si on est prêt à le recevoir.

«PARIS M'A DONNÉ LA CHANCE DE VIVRE DES ÉTUDES DE "CARTE POSTALE" DANS LES BÂTIMENTS HISTORIQUES DE LA SORBONNE»

### A 20 ans, en 1998, vous partez à Paris pour suivre vos études à la Sorbonne. Comment avez-vous vécu cette rupture avec votre environnement et vos proches ?

J'ai toujours rêvé de quitter Montpellier, de découvrir le monde, alors pourquoi ne pas commencer par Paris ? J'ai eu la possibilité d'obtenir une bourse d'études et l'université de la Sorbonne m'a acceptée, donc j'ai sauté sur l'occasion. Partir était une évidence. J'avais le soutien de ma famille, qui sentait que je bouillonnais à l'idée de faire des milliers de choses. Il fallait que je vive mes propres expériences.

### Paris vous a-t-elle bien accueillie ?

La ville m'a donné la chance de vivre des études de «carte postale» dans les bâtiments historiques de la Sorbonne, de suivre des cours dans les anciens amphithéâtres, avec des professeurs formidables. J'ai pu aussi découvrir l'Institut de recherche et de coordination acoustique/musique (Ircam) : un des grands moments de ma vie étudiante. J'y ai appris et suivi des stages, à une période où peu de monde connaissait ce lieu génial.

A l'Ircam, j'ai rencontré le compositeur Cyrille Brissot, mon grand ami, avec lequel j'ai développé des instruments, comme le bras mécanique que je porte régulièrement sur scène. Nous avons, notamment sur l'album *Végétal* (2006), travaillé sur les matières, sur l'eau. L'institut m'a permis d'utiliser des outils, des technologies et de les mettre au service de ma propre poésie afin de créer des sonorités uniques qui me touchent.

### UN OBJET, UN CURSUS

## LE FAUTEUIL ROULANT DE L'ÉSÉO-ANGERS

Des étudiants ont inventé un système de pilotage optique

**I**l leur a fallu des mois de recherches, d'ingénierie, de tests pour réaliser, à la fin de leurs études, un prototype. Une machine improbable qui peut faire communiquer une pupille humaine avec un logiciel de commande d'un fauteuil roulant. Un exploit technologique qui permettra à des personnes handicapées moteur de se déplacer à nouveau, grâce à leur seul regard.

Maël Mortier, Victor Ferrere, Alexis Van Schuerbeek et Maxime Villotte sont étudiants en dernière année de cycle d'ingénieur à l'École d'ingénieurs généralistes dans les objets et systèmes intelli-

gents (Eséo) d'Angers. A l'heure de choisir un projet de fin d'études, les jeunes mousquetaires de l'informatique tentent une aventure qui les fera sortir de leur zone de confort. Pas question de faire avancer une simple machine. «On voulait intégrer l'humain dans notre travail, trouver une solution dans un domaine où il n'y a pas de marché profitable et donc d'industriels prêts à investir», avance Maël.

Sous la tutelle de leur professeur d'informatique, Patrick Albers, les quatre ont donc appris à chercher. Phase 1 : dresser «un état de l'art». Pendant un mois, ils ont fait le point sur les technologies existan-

tes, sélectionné les plus adaptées aux besoins du projet et des personnes. Phase 2 : est venu le moment d'associer «les briques» (capteurs, logiciels, fauteuils...) pour les faire communiquer, fonctionner entre elles.

Un problème a alors émergé : «Le constructeur du fauteuil électrique n'a pas souhaité nous communiquer les clés du système informatique», témoigne Maël. La documentation n'est pas publique, et il a donc fallu la trouver par déduction. Seule solution : un exercice de rétro-ingénierie qui, en partant du résultat, permet de remonter pas à pas l'élaboration

du protocole. «C'est comme partir d'une formule mathématique hypercompliquée et retrouver l'équation initiale», explique Victor. Un casse-tête pour lequel les jeunes cerveaux ont fait collaborer leurs synapses. «Un matin, ils sont arrivés à l'école et m'ont dit : ça marche», raconte leur enseignant. En effet, d'un simple regard, Maxime fait évoluer le fauteuil roulant. Les connexions entre l'homme, le capteur et la machine fonctionnent. C'est le résultat de l'addition de plusieurs compétences chères à l'école : les systèmes embarqués et l'intelligence artificielle.



ÉRIC NUNÈS/«LE MONDE»

Du prototype à l'industrialisation, le chemin est encore long. Mais pour préparer le terrain à ceux qui prendront la suite, les quatre jeunes ingénieurs ont réalisé une documentation complète de leurs recherches «afin que d'autres après nous comprennent ce que nous avons fait, pour aider ceux qui en ont vraiment besoin», poursuit Victor. Le résultat de leurs avancées ira à l'association Dans le cœur de JM, dont l'un des objectifs est de faciliter l'accès au soin des victimes d'une sclérose latérale amyotrophique, la maladie de Charcot. ●

É. N.